

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JANVIER 1920.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt
de cinq milliards de francs.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La déclaration que j'ai faite aux Chambres le 16 décembre dernier, annonçait l'intention du Gouvernement d'émettre un emprunt qui, complétant et achevant la pensée inspiratrice de la convention conclue avec l'Allemagne pour la reprise des marks consignés dans nos caisses, permettrait de corriger la pléthore de notre encours fiduciaire par une saignée salutaire.

Ainsi un double objectif aura été atteint : la récupération, en une mesure aussi satisfaisante que possible, d'une formidable créance dont, contre toute attente, le Traité de paix nous a laissé l'aléa ; la décongestion de notre circulation de billets, avec ses conséquences heureuses à tant de points de vue, notamment à celui du prix des choses nécessaires à la vie et de la tenue de notre change.

Le projet de loi que j'ai l'honneur, Messieurs, de soumettre à vos délibérations, et qui a pour objet d'autoriser le Gouvernement à créer des titres de la Dette publique à concurrence d'un capital de 5 milliards, réalisera dans cette voie une première étape.

Le placement de l'emprunt s'accomplira par étapes aussi, de manière à faciliter l'adduction des capitaux auxquels il est fait appel.

En fixant cependant, dès à présent, le chiffre de 5 milliards, les Chambres marqueront l'ampleur que doit prendre l'œuvre de l'assainissement monétaire et permettront au Gouvernement de réaliser la seconde étape à l'heure où les circonstances lui paraîtront le plus favorables.

H

L'affectation des fonds vient d'être indiquée d'une manière générale; ils serviront, pour une part notable, à éteindre le passif de l'État envers la Banque Nationale de Belgique du chef des avances qu'elle lui a consenties en vue du retrait des monnaies allemandes; pour l'autre part, ils renforceront les moyens de trésorerie qu'exigera l'exécution des lois budgétaires.

Comment les charges seront-elles assurées?

La dotation d'intérêt et d'amortissement sera portée, comme de règle, au Budget de la Dette publique : la sécurité du placement doit être absolue pour les preneurs.

Est-ce à dire que j'aie renoncé à la conception, esquissée dans la déclaration ministérielle, de réaliser, sans en faire peser la charge sur le Budget annuel, l'emprunt dont je définissais le caractère?

Non point.

Je compte saisir prochainement les Chambres d'un projet en ce sens; j'en tracerai ici les grandes lignes.

Un Fonds spécial serait créé au Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre, dont la dotation serait constituée des bons à délivrer par l'Allemagne en exécution de la convention du 25 novembre 1919.

Rappelons que cette convention assure à l'État belge le remboursement, par semestrialités, d'une somme de 5 1/2 milliards de marks au taux de fr. 1.25 par mark, avec accroissement d'un intérêt de 5 %, à partir du 1^{er} mai 1921, sur la quotité non remboursée.

Le solde des monnaies retirées, soit 600 millions de marks environ, sera remboursé par annuités, mais ce remboursement ne procurera à l'État belge que la valeur en francs au cours du change contemporain. La quotité non remboursée portera également intérêt à 5 % dès le 1^{er} mai 1921.

L'exécution s'étend sur une période de vingt années, pouvant, en ce qui concerne la première partie de l'opération, être prorogée à trente années pour le règlement de la différence de change qui existera entre le taux de fr. 1.25 et le cours du mark lors de chaque échéance semestrielle en principal et intérêts.

Le gage remis à l'État belge consistera en bons du Trésor de l'État allemand exempts de toute dévalorisation et tout impôt, actuel ou futur; les différences de change à régler le 1^{er} novembre 1939 seront de même représentées par des bons du Trésor allemand, mais exprimés en francs belges, comprenant l'intérêt simple à 5 %.

Le Fonds spécial recueillerait tous les produits à provenir de ces bons, tant en principal qu'en intérêts; ces ressources, ainsi que celles procurées éventuellement par la mobilisation de l'actif du Fonds, serviraient à alimenter annuellement le Budget des Voies et Moyens à concurrence de la charge portée au Budget de la Dette publique du chef de l'emprunt actuel et de ceux qui viendraient compléter par la suite la valorisation de la créance née de la convention du 25 novembre.

Grâce à ce mécanisme, l'équilibre budgétaire se trouverait soustrait à la cause permanente de perturbation qui, autrement, pèserait sur lui du fait de

l'impossibilité de mettre en concordance avec la dotation fixe des emprunts les versements à effectuer par l'Allemagne : versements s'opérant, quant au principal, par tranches progressives de 100 millions à 375 millions de marks variables d'année en année et dont, en outre, la contrevaletur en francs est impossible à déterminer d'avance, cette contrevaletur, fonction du cours du mark, devant s'égalier à fr. 1.25 au terme de la convention seulement, c'est-à-dire après vingt ou même trente années.

Le rôle régulateur du Fonds spécial ainsi défini, reste à déterminer le fonctionnement.

La gestion serait confiée à un organisme dont la Banque Nationale de Belgique semble naturellement appelée à former l'axe, puisque déjà la gestion du change pour compte du Trésor entre dans son rôle normal de caissier de l'État. Le concours de la Trésorerie lui serait assuré dans cette nouvelle et vaste mission.

Ces explications me paraissent suffire pour l'instant; les modalités d'exécution pourront être arrêtées ultérieurement, après étude plus approfondie. Il m'a paru cependant qu'il convenait, en soumettant à la législature le présent projet d'emprunt, de lui faire connaître dès maintenant les intentions du Gouvernement au sujet d'une conception qui s'y rattache si étroitement au point de vue budgétaire.

*
* *

Le Gouvernement demande que le coupon et éventuellement la prime de remboursement des titres de l'emprunt à créer soient exempts d'impôt.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

(4)

Projet de loi autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt de cinq milliards de francs.

Wetsontwerp waartoe de Regeering gemachtigd is eene leening van vijf miljard frank uit te geven.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER

Afin d'assurer le service du Trésor et de pourvoir au remboursement d'une partie des avances faites à l'État par la Banque Nationale de Belgique, le Gouvernement est autorisé à émettre en une ou plusieurs fois et aux conditions qu'il déterminera un emprunt de cinq milliards de francs (fr. 5,000,000,000).

ART. 2.

Les coupons des obligations à émettre, ainsi que, éventuellement, la prime de remboursement, seront exempts d'impôts ou taxes quelconques au profit

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onzen naam aan de wetgevende Kamers, het wetsontwerp neder te leggen waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Ten einde den dienst der Schatkist te verzekeren en te kunnen voorzien in de terugbetaling van een gedeelte der voorschotten aan den Staat toegestaan door de Nationale Bank van België, wordt de Regeering gemachtigd in één of meer malen, en aan de voorwaarden die zij zal vaststellen, eene leening uit te geven van vijf miljard frank (fr. 5,000,000,000).

ART. 2.

De interestbriefjes der uit te geven obligatiën, alsmede, gebeurlijk, de uitbetalingspremie, zullen vrijgehouden worden van alle belastingen of taksen

de l'État, des provinces et des communes, pendant toute la durée de l'emprunt.

ten voordeele van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten, tijdens den ganschen duur der leening.

Donné à Lacken, le 12 janvier 1920.

Gegeven te Laken, den 12ⁿ Januari 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

VAN 'S KONINGS WEGE .

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JANUARI 1920.

Ontwerp van wet waarbij de Regeering wordt gemachtigd om eene leening van vijf milliard uit te geven.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De verklaring, welke ik den 16^{en} December laatstleden aan de Kamers heb afgelegd, verkondigde de bedoeling der Regeering eene leening uit te geven, dewelke, de gedachte aanvullende en volmakende, die aanleiding had gegeven tot de overeenkomst getroffen met Duitschland voor de overnemingen van de in onze kassen berustende marken, zou veroorloven onzen overvloedigen geldomloop eene heilzame inkrimping te doen ondergaan.

Aldus wordt een tweevoudig doelwit bereikt : het verhalen, in de hoogst mogelijke mate, eener geweldige schuldvordering waaromtrent het Vredesverdrag ons, tegen alle verwachting, in 't onzekere liet; het slinken van onzen bankbriefjesomloop met zijne in zooveel opzichten gelukkige gevolgen, namelijk in dat van den prijs ter tot het leven noodige zaken en in dat der houding van onzen wisselkoers.

Het ontwerp van wet dat ik, Mijne Heeren, de eer heb aan uwe beraadslagingen te onderwerpen, en dat ten doel heeft de Regeering toe te laten titels der openbare schuld tot een kapitaal van 5 milliard uit te geven, zal een eerste en belangrijke schrede op dien weg zijn.

De plaatsing der leening zal insgelijks bij sneden geschieden, ten einde het aanvoeren der kapitalen waarop een beroep wordt gedaan te vergemakkelijken.

Door thans reeds het cijfer van 5 milliard vast te stellen, zullen de Kamers den omvang omlijnen van het werk tot geldelijke gezondmaking en

zullen zij de Regeering toelaten een tweede schrede te doen op de stonde dat de omstandigheden haar het gunstigst zullen toeschijnen.

De bestemming der gelden is op algemeene wijze aangewezen geworden; zij zullen voor een aanzienlijk gedeelte strekken tot delging der schuld van den Staat jegens de Nationale Bank van België, uit hoofde der voorschotten welke zij hem verleende met het oog op de intrekking der Duitsche munten; voor 't overige gedeelte, zullen zij de Schatkistmiddelen stijven, welke de uitvoering der begrootingswetten vergen zal.

Hoe zullen de lasten verzekerd worden?

De dotatie voor kroozen en aflossing zal, volgens den regel, op de Begrooting der Openbare Schuld gebracht worden; de veiligheid der belegging moet voor de leeners volkomen zijn.

Beduidt dit, dat ik verzaakt heb aan de in de ministerieele verklaring afgeschetste gedachte, de leening, waarvan ik den aard bepaalde, aan te gaan zonder den last daarvan op de jaarlijksche begrooting te doen drukken?

Geenszins.

Mijn inzicht is eerstdaags de Kamers een in dien zin opgevat ontwerp voor te leggen; de groote trekken er van volgen hier.

Op de Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor order zou een bijzonder fonds worden voorzien, waarvan de dotatie zou samengesteld wezen uit de door Duitschland, in uitvoering der overeenkomst van 23 November 1919, te leveren bons.

Laat ons in herinnering brengen dat deze overeenkomst den Belgischen Staat de terugbetaling verzekert, per driemaandelijksche stortingen, eener som van 5 $\frac{1}{2}$ milliard mark op voet van fr. 1.25 de mark, met aangroei van 5 t. h. interest, van 1 Mei 1921 af, op het niet afgeloste deel.

Het saldo der ingetrokken gelden, zij ongeveer 600 millioen mark, zal bij annuïteiten terugbetaald worden, maar deze terugbetaling zal den Belgischen Staat slechts de waarde in frank tegen den loopenden wisselkoers bezorgen. Het niet uitbetaalde gedeelte zal eveneens, van 1 Mei 1921 af, interest tegen 5 t. h. opbrengen.

De uitvoering omvat een tijdvak van twintig jaren, dat, wat het eerste deel der verrichting betreft, mag verlengd worden tot dertig jaar voor de regeling van het verschil in den wisselkoers, dat zal bestaan tusschen het bedrag van fr. 1.25 en den wisselkoers op elken halfjaarlijkschen vervaltermijn in hoofdsom en interesten.

Het aan den Belgischen Staat overhandigde pand zal bestaan in Schatkistbons van den Deutschen Staat vrij van alle tegenwoordige of toekomstige waardevermindering en belasting; de op 1 November 1939 te regelen wisselverschillen zullen insgelijks verbeeld worden door bons van de Deutsche Schatkist, maar in Belgische franken uitgedrukt, den enkelen interest tegen 5 % omvattend.

Het bijzondere fonds zou alle door deze bons op te leveren opbrengsten, zoowel in hoofdsom als in interesten, ontvangen; deze middelen, alsmede

degene gebeurlijk verschaft door de in waardemaking van het actief van het fonds, zouden dienen om jaarlijks te ondersteunen de Begrooting van 's Lands middelen tot beloop van den last ingeschreven op de Begrooting der Openbare Schuld uit hoofde der huidige leening en dergene die in de toekomst de waardebepaling van de uit de overeenkomst van 25 November gesproten schuldvordering zouden aanvullen.

Aan dit stelsel ware te danken dat het begrootingsevenwicht zou onttrokken wezen aan de blijvende oorzaak van storing die, anders, er op zou drukken wegens de onmogelijkheid de stortingen door Duitschland te doen in overeenstemming te brengen met de vaste dotatie der leeningen : stortingen die geschieden, wat de hoofdsom betreft, bij klimmende sneden van 100 millioen tot 375 millioen mark, wisselende van jaar tot jaar, en waarvan, bovendien, de tegenwaarde in frank onmogelijk bij voorbaat kon bepaald worden, daar deze tegenwaarde, uitvloeisel van den wisselkoers, slechts op den vervaldag der overeenkomst met fr. 1.25 moet gelijk staan, dus na twintig of zelfs dertig jaar.

De regelende rol van het bijzonder fonds aldus bepaald, blijft de werking te schikken.

Het beheer zou toevertrouwd wezen aan een instelling waarvan de Nationale Bank natuurlijk geroepen schijnt de spil uit te maken, daar reeds het beheer van den wissel voor rekening van de Schatkist in zijn gewone rol van staatskassier valt. De medewerking van de Schatkist in deze nieuwe en uitgebreide opdracht zou haar toegezegd wezen.

Deze uitleggingen schijnen voor 't oogenblik te volstaan ; de uitvoeringsmodaliteiten kunnen naderhand, na doorgrondige studie, vastgelegd worden. 't Is me echter voorgekomen dat het betaamde, bij de voorlegging aan de Wetgeving van dit ontwerp van leening, haar van stonde aan de bedoelingen der Regeering kenbaar te maken nopens eene opvatting die daarmede zoo nauw verwant is uit een budgetair oogpunt.

*
* *

De Regeering vraagt, dat de coupon en desgevallende premie voor terugbetaling van de titels der leening vrij van belasting wezen.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX

(4)

Projet de loi autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt de cinq milliards de francs.

Wetsontwerp waartoe de Regeering gemachtigd is eene leening van vijf miljard frank uit te geven.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER

Afin d'assurer le service du Trésor et de pourvoir au remboursement d'une partie des avances faites à l'État par la Banque Nationale de Belgique, le Gouvernement est autorisé à émettre en une ou plusieurs fois et aux conditions qu'il déterminera un emprunt de cinq milliards de francs (fr. 5,000,000,000).

ART. 2.

Les coupons des obligations à émettre, ainsi que, éventuellement, la prime de remboursement, seront exempts d'impôts ou taxes quelconques au profit

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onzen naam aan de wetgevende Kamers, het wetsontwerp neder te leggen waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Ten einde den dienst der Schatkist te verzekeren en te kunnen voorzien in de terugbetaling van een gedeelte der voorschotten aan den Staat toegestaan door de Nationale Bank van België, wordt de Regeering gemachtigd in één of meer malen, en aan de voorwaarden die zij zal vaststellen, eene leening uit te geven van vijf miljard frank (fr. 5,000,000,000).

ART. 2.

De interestbriefjes der uit te geven obligatiën, alsmede, gebeurlijk, de uitbetalingspremie, zullen vrijgehouden worden van alle belastingen of taksen

de l'État, des provinces et des communes, pendant toute la durée de l'emprunt.	ten voordeele van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten, tijdens den ganschen duur der leening.
--	--

Donné à Laeken, le 12 janvier 1920.

Gegeven te Laken, den 12ⁿ Januari 1920.**ALBERT.**

PAR LE ROI :
Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.
